

## SIDÉRURGIE

François Fillon ouvre la voie à des discussions avec le leader mondial de l'acier. Il peut comprendre sa décision de fermeture partielle du site mosellan si des investissements ont lieu ailleurs. Une piste concerne le site de Florange.

# ArcelorMittal et Paris négocient un compromis pour l'après-Gandrange

Nouvelle étape pour le dossier Gandrange. ArcelorMittal s'apprête à confirmer sa décision de fermeture partielle, aujourd'hui lors d'un comité d'entreprise européen à Luxembourg, puis vendredi lors d'un comité sur le site mosellan. Mais le sidérurgiste et les pouvoirs publics mènent en parallèle des discussions sur la meilleure façon pour chacun de sortir la tête haute. Un contact est prévu dans les prochains jours entre Nicolas Sarkozy et Lakshmi Mittal, le patron et actionnaire du leader mondial de l'acier. L'heure semble être aux compromis.

« On peut aussi admettre qu'un groupe important puisse proposer à ses salariés d'aller travailler à quelques kilomètres de Gandrange », a affirmé hier François Fillon sur France-Inter. « Le

groupe Mittal, ça n'est pas seulement la fermeture d'un équipement dans l'Est de la France, c'est aussi des investissements sur les autres », a souligné le Premier ministre. « La question qu'il faut se poser, c'est de savoir [si Lakshmi] Mittal apporte un développement à l'économie française ou non. »

### Aucun tabou

ArcelorMittal veut fermer une partie de son usine de Gandrange et proposer aux 575 salariés concernés des solutions de préretraite ou de reclassement sur ses sites voisins de Florange et Luxembourg. Le groupe remplira naturellement ses obligations en matière d'industrialisation et de revitalisation. Mais face à l'émotion suscitée en France par son projet de restructuration, il envisage de faire un geste, qui pour-

rait justement aller dans le sens attendu par le Premier ministre.

Une piste concerne le site de Florange, à 9 kilomètres de Gandrange. Initialement, Arcelor prévoyait de fermer d'ici à fin 2010 la « phase à chaud » de ce site et d'y supprimer 1.100 emplois sur 3.000. Depuis la fusion avec Mittal Steel, cette décision a été annulée. La question est maintenant de savoir si le groupe est prêt à pérenniser le site au point de refaire les hauts-fourneaux. « Si les dispositions sont viables en matière de CO<sub>2</sub>, tous les feux sont au vert », assure une source interne.

Du côté des pouvoirs publics, on assure ne pas avoir de tabou. « Tout est possible », affirme un proche du dossier, qui cite l'exemple de Liège, où les autorités belges ont accepté de cofinancer les quotas de CO<sub>2</sub>

manquant à ArcelorMittal pour redémarrer un haut-fourneau. Mais, pour pérenniser davantage le site, Paris verrait volontiers le groupe choisir Florange pour la phase expérimentale d'un projet de captage-stockage de CO<sub>2</sub>. A la clef, un investissement de plusieurs centaines de millions d'euros...

Au sein de l'entreprise, on est circonspect. A l'origine, le site allemand de Eisenüttenstadt était pressenti pour ce projet prestigieux, soutenu par Bruxelles. Ces derniers jours, on a bien étudié une option lorraine. Mais il semble que les anciens charbonnages, dans lesquels il a été envisagé d'enfouir le CO<sub>2</sub>, « ne constituent pas la configuration idéale », selon une source proche du dossier. Pour autant, rien n'est arrêté.

T. M.